

Travailleurs de tous les pays, construisons la IVe Internationale !

# Le CRI des travailleurs

Journal du *Groupe CRI* (Communiste Révolutionnaire Internationaliste)

N°1. Février 2003. Prix : 0,50 €. Soutien : 1 €.

## Contre la guerre en Irak !

- Contre toute intervention impérialiste en Irak, avec ou sans caution de l'O.N.U. !
- À bas l'embargo de l'O.N.U. contre l'Irak !
- Pas un sou, pas un avion, pas un soldat français pour la sale guerre !
- Imposons l'unité de nos organisations ouvrières et populaires contre la guerre, construisons nos comités de mobilisation unitaires de travailleurs et de jeunes !

POUR EMPÊCHER EFFECTIVEMENT LA GUERRE,  
PRÉPARONS LA GRÈVE GÉNÉRALE

### SOMMAIRE :

Qui sommes-nous ? (p. 2)  
Contre la guerre en Irak (p. 3 et 4)

#### *France :*

Défendons nos retraites (p. 5 à 7)  
EDF-GDF : une première victoire (p. 7)  
Contre la régionalisation (p. 8)

#### *Monde :*

Palestine : quelle solution ? (p. 9 à 11)  
Côte d'Ivoire : retrait des troupes françaises (p. 12)  
Brésil : les travailleurs face à Lula (p. 13 et 14)

#### *Histoire :*

La révolution allemande (1918-1923) (p. 14 et 15)

## Qui sommes-nous ?

Le Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste), récemment constitué sur la base du « Programme CRI » (lisible sur notre site <http://groupecri.free.fr> et tenu à la disposition de nos lecteurs), entend être **une organisation de combat pratique et théorique, intervenant dans la lutte des classes** pour aider à la mobilisation et à l'organisation politiques du prolétariat, de la jeunesse révoltée et de tous les opprimés, et pour contribuer à la reconstitution de leur conscience communiste révolutionnaire internationaliste.

Il se donne comme objectif d'aider à cette lutte de classe dans la mesure de ses moyens, en montrant, à chaque étape, que la satisfaction des revendications ouvrières et populaires, l'aspiration des masses à vivre dans des conditions décentes, leur aspiration à la dignité, au bien-être et au bonheur, se heurtent constamment à la logique même d'un mode de production barbare, **le mode de production capitaliste, qu'il ne s'agit pas de réformer ou d'« humaniser », mais de détruire.** Car celui-ci, avec ses firmes multinationales assoiffées de profit et ses États impérialistes et oppresseurs, réduit des masses toujours plus nombreuses à la guerre, à la misère, au chômage, aux épidémies et à la déchéance, condamne la plupart des hommes et des femmes à l'exploitation, à l'oppression, à l'aliénation, au dénuement et à l'ignorance, et menace l'avenir même de notre planète. Pourtant, grâce aux progrès de la productivité, de la technique, de la science et de la connaissance en général, **un autre monde est plus que jamais possible**, un monde où tous ces maux soient à jamais éradiqués, un monde où les êtres humains ne subiront plus le joug d'un mode de production fondé sur le profit, où ils ne subiront pas davantage la monstrueuse dictature stalinienne des pays soi-disant « socialistes » du XXe siècle, mais où ils deviendront collectivement maîtres de leur propre destin.

Dans l'objectif de **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes**, le Groupe CRI cherche, à tout moment, à aider la prolétariat, la jeunesse révoltée et tous les opprimés à définir leurs revendications et leurs aspirations sociales et politiques de la manière la plus claire possible, afin de les aider à ne compter que sur eux-mêmes, donc sur l'unité de leurs rangs et sur leur propre organisation politique indépendante, et non sur les patrons, les gouvernements, les États, les institutions internationales du capital, les démagogues et les bureaucrates de tout poil. Il entend les aider à trouver par leur propre expérience pratique le chemin vers le programme de la révolution communiste internationale.

Un tel combat exige la **construction d'une Internationale communiste révolutionnaire, la IVe Internationale**, assurant théoriquement et pratiquement la continuité du communisme révolutionnaire qui s'est développé au sein de la Ière Internationale, animée notamment par Marx et Engels, au sein de la IIe Internationale avant sa dégénérescence réformiste, ses trahisons contre-révolutionnaires et sa transformation en appareil bourgeois, et au sein la IIIe Internationale, l'Internationale communiste fondée notamment par Lénine et Trotsky, avant sa dégénérescence stalinienne contre-révolutionnaire.

Le Groupe CRI est né du constat que la IVe Internationale, fondée par Léon Trotsky en 1938, n'avait jamais été construite, bien que, depuis près de soixante-dix ans, dans des dizaines de pays, des centaines de groupes et d'organisations et des dizaines de milliers de militants s'y soient employés, méritant comme tels tout notre respect, quels que soient les erreurs, les faiblesses et les fautes plus ou moins graves qu'on peut leur reprocher. Au-delà des circonstances objectives, en particulier de la toute-puissance despotique des règnes stalinien et social-démocrate sur le mouvement ouvrier pendant des décennies, **toutes les organisations qui se sont réclamées du combat pour la IVe Internationale, ont été incapables de la construire.**

Qui plus est, tout en maintenant à leur manière, sous une forme ou sous une autre, une certaine « continuité déformée » du communisme révolutionnaire internationaliste, les organisations actuelles, dirigées et encadrées par la génération des « soixante-huitards », parfois sous l'autorité étouffante d'un « patriarche » devenu trotskyste dans les années 1930-1940, sont devenues au fil des ans des **organisations de plus en plus centristes (opportunistes et/ou sectaires)**, leurs directions respectives s'étant cristallisées en micro-appareils bureaucratiques, persuadés d'être les seuls détenteurs de la vérité, souvent despotiques en interne et aujourd'hui sclérosés de manière vraisemblablement irréversible. Tel est le cas en particulier, pour nous en tenir aux organisations les plus connues dans ce pays, de la direction centriste droitiste (opportuniste-réformiste) de la « Quatrième Internationale-Secrétariat Unifié » (la L.C.R. en France), de la direction centriste trade-unioniste et « démocrate » de la « Quatrième Internationale » dite « lambertiste » (en France, le C.C.I., auquel se réduit pratiquement le P.T.), et de la direction centriste sectaire-attentiste de l'« Union Communiste Internationaliste » (L.O.).

C'est pourquoi, sans se tromper d'ennemi (l'ennemi principal est la bourgeoisie, ses États et ses partis de droite comme de gauche, à commencer par les partis soi-disant « socialistes » et « communistes »), **le Groupe CRI considère les différentes directions centristes comme des obstacles à la construction de la IVe Internationale**, contre lesquels il lutte politiquement à l'intérieur même du camp prolétarien, dans le respect des principes intangibles de la libre discussion et de la démocratie ouvrière, et tout en œuvrant de toutes ses forces — contrairement à ces mêmes directions centristes — au combat unitaire des organisations ouvrières dès que c'est possible (front unique ouvrier). Conscient que les centaines de militants communistes révolutionnaires authentiques de ces organisations centristes ne sauraient être identifiés avec les micro-appareils qui les dirigent, et qu'ils seront tout au contraire nombreux à participer tôt ou tard à la recomposition inévitable des forces qui construiront réellement la IVe Internationale, le Groupe CRI entend ainsi aider ces militants, comme les travailleurs en général et en particulier les jeunes, à comprendre la nature des vieux appareils centristes cristallisés, afin de contribuer dans la mesure de ses moyens à la construction du parti communiste révolutionnaire internationaliste dont nous avons tous plus que jamais besoin pour notre lutte de classe.

# IRAK : CHRONIQUE D'UNE GUERRE ANNONCÉE

Nul ne peut plus en douter : l'intervention impérialiste en Irak aura bien lieu. G.W. Bush l'a décidé depuis longtemps, avec la bénédiction du congrès américain (parti « républicain » et parti « démocrate » confondus) et avec la caution du Conseil de sécurité de la prétendue Organisation des Nations Unies (O.N.U.), dont la France. Un pseudo-incident sera peut-être fomenté de toutes pièces par les inspecteurs de l'O.N.U. Ou une demi-douzaine de nouvelles têtes d'ogive sentant le soufre seront découvertes dans quelque cave laissée à l'abandon depuis la première guerre du Golfe. Ou encore une « zone d'ombre » sera exhumée dans l'une des dizaines de milliers de pages des rapports remis par les autorités irakiennes, après avoir été traquée, pendant des mois, par des légions de lecteurs « impartiaux » appointés par l'O.N.U., jusque dans les moindres recoins des phrases les plus innocentes. Selon le texte de la résolution 1441 votée par le Conseil de sécurité de l'O.N.U., il n'en faut d'ailleurs pas tant : elle prévoit clairement que n'importe quel prétexte pourra « justifier » une intervention militaire, pour peu que le Conseil de sécurité estime que Saddam Hussein « *manque à ses obligations* » ; autant dire que toute latitude est laissée aux interprétations les plus fantaisistes.

Nul doute que les télévisions du monde entier rivaliseront alors, l'antenne sur la couture du pantalon, pour nous « révéler » que l'Irak possède des armes de destruction massive, menace la paix dans le monde et prépare

une attaque d'envergure contre les centres névralgiques des États-Unis...

Pendant que Chirac gesticule pour essayer de nous faire croire à l'« indépendance » de la France et de l'Europe, les choses sérieuses avancent à bon pas sur le terrain. Des forces considérables, 150 000 soldats sur-équipés et les engins de tuerie collective les plus sophistiqués de la marine et de l'aviation américaines et anglaises, ont déjà été acheminés dans le Golfe, selon un plan millimétré. De peur que leurs tartuferies soient prises trop au sérieux et effacent officiellement leurs intentions réelles, Chirac et Alliot-Marie eux-mêmes, gonflant à bloc leurs petits biceps, ont bien été obligés de déclarer que leurs forces supplétives, pour être naines, n'en étaient pas moins prêtes elles aussi. Ils ont même annoncé que le Charles-de-Gaulle était parti de Toulon pour rejoindre le Golfe ; on est sans nouvelles depuis.

G.W. Bush, expert auto-proclamé dans « le bien et le mal », pousse l'art de la voyance jusqu'à nous promettre des « révélations » fracassantes pour la date très précise du 5 février — qui coïncide étrangement avec l'un des moments les plus propices, paraît-il, d'un point de vue climatique, pour le début d'une intervention dans le Golfe, dont les opérations militaires sont prévues pour durer quelques mois au plus.

Il suffira peut-être de quelques semaines pour venir à bout de l'armée d'un pays rendu déjà exsangue par une guerre terrible en 1991 et plus de 11 ans d'un embargo monstrueux, décidé et reconduit chaque année par l'O.N.U.,

qui a déjà épuisé les populations et anéanti des centaines de milliers d'enfants. Le principal problème auquel se heurtera cette intervention impérialiste est donc moins militaire que social et politique : les brigands du Conseil de sécurité de l'O.N.U. savent que les peuples de la région ne resteront pas passifs, tout simplement parce qu'ils n'auront bientôt plus le choix. Ils savent que, à tout moment, la situation du Moyen-Orient peut basculer, devenir incontrôlable, même avec des forces d'occupation de centaines de milliers d'hommes et le soutien assuré des dictateurs arabes. Ils savent que la résistance palestinienne, encore isolée, n'en est pas moins admirée par les peuples arabes et, au-delà, par tous les peuples opprimés et tous les travailleurs conscients du monde. Il savent que l'Intifada peut être à tout moment imitée en Égypte, en Arabie saoudite, en Jordanie, comme en Irak. C'est précisément pour cela, pour réorganiser le protectorat américain au Moyen-Orient, pour mieux maîtriser la situation de plus en plus explosive de cette région géo-stratégiquement vitale pour l'impérialisme, que les États-Unis amassent une telle quantité de troupes et de matériels militaires : il ne s'agit pas seulement de préparer l'intervention contre Saddam Hussein, mais aussi d'organiser la partition et l'occupation durable de l'Irak, et de renforcer le dispositif de défense et de terreur de l'impérialisme, flanqué des dictateurs arabes à sa botte, contre tous les peuples de la région.

POUR EMPÊCHER RÉELLEMENT LA SALE GUERRE,

## Y A-T-IL UNE AUTRE SOLUTION QUE LA GRÈVE GÉNÉRALE ?

### **Les travailleurs sont contre la sale guerre**

Si l'on en croit les sondages les plus officiels eux-mêmes, les peuples du Moyen-Orient ne sont nullement isolés dans leur opposition et leur résistance à la guerre : les travailleurs des puissances impérialistes sont eux aussi massivement hostiles à la sale guerre que Bush va déclencher dans les prochains jours avec, sans aucun doute, le soutien de l'O.N.U. et la participation de Chirac. Cela est vrai en France (76% des personnes interrogées en janvier se sont

déclarées contre la guerre) comme dans les autres pays d'Europe et au Japon, où des manifestations gigantesques, bien plus importantes qu'en France, se succèdent. Cela est vrai aussi aux États-Unis où, malgré la réutilisation permanente de l'émotion suscitée par les attentats du 11 septembre 2001, malgré le battage médiatique incroyable, des centaines de milliers de travailleurs, de syndicalistes, d'intellectuels organisent la résistance : 50 000 signatures d'artistes et d'intellectuels sur l'appel « pas en notre nom », des centaines de milliers de manifestants dans les grandes

villes du pays, des centaines de sections syndicales locales, voire régionales, appelant à lutter contre la guerre, sans oublier des centaines de soldats de la première guerre du Golfe, qui ont vu, dans un silence « patriotique » presque général, mourir près de 10 000 des leurs, empoisonnés par l'uranium appauvri des bombes lâchées par leurs propres avions sur le peuple irakien.

### **Que veut Chirac ?**

En France, nul doute que cet état de l'opinion publique n'est pas pour rien

dans la prolongation, au-delà de la date initialement prévue, des gesticulations chiraquiennes qui visent à nous faire croire que l'impérialisme français serait pour le respect du « droit international ». Las ! Les protestations purement verbales du gouvernement français contre « l'unilatéralisme » US masquent mal son inquiétude d'assister impuissant à une mainmise trop « unilatérale » de celui-ci sur les réserves pétrolières irakiennes, dont une partie non négligeable a été, depuis quelque temps déjà, concédée à la France par les autorités de Bagdad. Nul doute que, en temps en en heure, Chirac, pour ne pas perdre toute sa part du gâteau (les intérêts de l'impérialisme français en Irak sont ceux à la fois le pétrole et de nombreuses grandes entreprises de biens d'équipement), saura suivre Bush JR, comme Mitterrand suivit Bush SR en 1991, comme Jospin suivit Clinton en Yougoslavie en 1999, puis Bush JR déjà en Afghanistan en 2001.

### Une seule solution...

Ici comme ailleurs, les travailleurs et les peuples ne peuvent compter sur aucun gouvernement impérialiste, qu'il soit de droite ou de gauche, voire élu sur la base d'une union sacrée de la droite et de la gauche (et même d'une partie de « l'extrême-gauche »). Ici comme ailleurs, ils ne peuvent compter que sur leurs propres forces, sur la force de leur propre mobilisation politique déterminée, intransigeante et indépendante. Ces forces peuvent sembler bien modestes par rapport aux bombardiers B-52, aux Mirages 2000-D, aux bombes téléguidées et autres porte-avions transportant chacun plus d'avions de combat que n'en possède l'armée nationale de la plupart des pays du monde. Mais les travailleurs ne disposent pas seulement de l'arme — indispensable — de la protestation, de la pétition et de la manifestation. Les travailleurs disposent d'une arme bien plus redoutable, une arme qu'ils sont même les seuls à posséder, car elle est inhérente à leur statut même de travailleurs salariés : l'arme de la grève politique de masse. Car il faut le dire, sans se raconter d'histoires : si les organisations ouvrières et populaires, syndicales et politiques, veulent réellement empêcher la guerre, si elles veulent réellement empêcher leur propre gouvernement impérialiste de participer à l'intervention militaire contre l'Irak,

les protestations, les pétitions et les manifestations, nécessaires, n'y suffiront pas ; pour parvenir à un tel objectif, il n'y a qu'une seule solution : la grève générale des travailleurs.

### Partout, popularisons, discutons la perspective de la grève générale

Bien sûr, la grève générale ne se décrète pas. Bien sûr, les dirigeants des organisations ouvrières et populaires, même quand ils se disent hostiles à la guerre — ce qui est loin d'être souvent le cas — n'ont, pour la plupart, nullement l'intention de s'orienter sur une telle voie, ni même d'évoquer cette perspective. Quant aux dirigeants centristes, ils nous expliqueront doctement qu'ils aimeraient bien pouvoir mettre en avant cette perspective, mais que, comprenez-vous, les « conditions ne sont pas mûres », selon certains parce que les travailleurs ne seraient pas prêts, pour d'autres (ou les mêmes) parce que le parti devrait être construit *au préalable*, pour d'autres encore parce que les travailleurs seraient prêts, mais les dirigeants des grosses organisations ne seraient pas d'accord, or nous-mêmes sommes tout petits, nous ne pouvons donc pas, tout seuls, prendre l'initiative, etc. etc. ; et, *en attendant*, chacun fait *sa* petite tambouille dans *son* coin, réunit *ses* militants, *ses* sympathisants et *ses* organisations satellites, en évitant de parler aux autres — voire en les calomniant — comme il l'a toujours fait depuis des décennies... Pourtant, les travailleurs conscients, les militants d'avant-garde ont le devoir, tout en participant activement à toutes les actions de protestation contre la guerre impérialiste, non pas bien sûr de lancer un quelconque « appel » à la grève générale, mais de populariser, de proposer et de soumettre au débat des travailleurs et des jeunes, la perspective de la grève générale, comme seule solution qui soit réaliste pour arrêter effectivement la guerre, pour contraindre, dans chaque pays, en France comme aux États-Unis et en Grande-Bretagne, les gouvernements impérialistes à reculer, à mettre fin à la guerre extérieure pour ne pas tout perdre à l'intérieur.

### Oui, c'est possible !

Imaginons donc un instant que le maximum de syndicats C.G.T., F.O., F.S.U., S.U.D, ainsi que les

organisations politiques comme la L.C.R., L.O., le P.T., les courants oppositionnels de gauche du P.C.F., les groupes anarchistes, etc., se mettent d'accord pour organiser toutes ensemble la lutte contre la guerre ; imaginons qu'elles mobilisent leurs militants — soit plusieurs dizaines de milliers — pour organiser partout, dans les usines, les bureaux, les établissements, les facultés, les lycées, des assemblées générales de travailleurs et de jeunes contre la guerre, des comités de mobilisation intégrant les organisations ouvrières et populaires qui se prononcent clairement sur cet objectif. Imaginons que ces militants organisent, quotidiennement, inlassablement, des diffusions, des réunions, des prises de parole, en expliquant que la guerre en Irak, c'est d'abord la liquidation d'un peuple et d'un pays entiers pour les seuls intérêts du pétrole et du protectorat US au Moyen-Orient, que c'est ensuite le prétexte pour justifier, aux États-Unis comme en France, les coupes claires dans les budgets sociaux et les services publics, que c'est enfin une arme classique de l'impérialisme pour justifier la multiplication des plans de licenciements, l'aggravation des conditions de travail et plus généralement la casse des acquis sociaux. Qui peut dire *a priori* que les travailleurs, dont les sondages eux-mêmes indiquent qu'ils sont déjà, spontanément, hostiles à la guerre, ne suivront pas ? Qui peut dire *a priori* que le combat contre les bureaucrates est voué à l'échec ? Qui peut dire *a priori* qu'une telle mobilisation ne pourra pas déboucher sur la grève générale ? Seuls ceux qui, à la difficile tâche de mobiliser réellement les travailleurs et les jeunes, préfèrent le ronron confortable de leurs convictions éternelles et la routine de leurs vieilles habitudes si souvent sclérosées.

Le devoir des militants communistes, révolutionnaires, internationalistes, n'est-il pas, au contraire, tout en œuvrant à la réussite de toutes les protestations et manifestations en cours contre la guerre, de s'atteler aux tâches du présent en combattant sur la ligne politique claire et déterminée du front unique, incluant l'objectif de la grève générale pour arrêter la guerre ?

Ludovic Wolfgang

# TOUS ENSEMBLE, DÉFENDONS NOS RETRAITES !

À 57 ans, monsieur Juppé prend sa retraite. Tant mieux pour lui. Son ami Raffarin, et ceux qui l'ont précédé, Fabius, Jospin, voudraient faire travailler les salariés, qui n'ont pas la chance de monsieur Juppé, pendant des années et des années supplémentaires, s'ils veulent partir avec une retraite à taux plein. On nous dit qu'il y a péril en la demeure. On nous dit que le système des retraites doit être réformé, sous peine de sombrer sous le poids de retraités de plus en plus nombreux. Ce « on », ce sont les capitalistes qui se pourlèchent déjà les babines à l'idée de spéculer sur nos retraites ; ce sont aussi les gouvernants qui, comme Chirac et Jospin à Barcelone début 2002, signent de concert les plans de destruction des retraites ; ce sont enfin les médias officiels qui se relaient jour après jour pour un véritable matraquage des consciences.

## **37,5 annuités pour tous, public, privé !**

Raffarin doit dévoiler le 3 février son plan contre nos retraites. S'il hésitera peut-être à annoncer la couleur pour les travailleurs du privé (une augmentation de la durée de cotisation à 42,5 ans, comme le préconise le Rapport Charpin, voire à 45, comme le veut le MEDEF), une des mesures qu'il ne manquera pas d'avancer est l'augmentation des annuités de cotisation pour les salariés du public. Depuis des mois et des mois, les médias officiels lui ont préparé le terrain, en dénonçant les « privilèges » des fonctionnaires et des personnels à statut, sommés de faire des « sacrifices » au nom de l'« équité ».

Mais qui donc a créé cette inégalité ? Qui, sinon les gouvernements de droite comme « de gauche » qui se sont succédé depuis 1993, appliquant consciencieusement, année après année, la contre-réforme Balladur décidée en catimini au mois d'août 1993 ? Rappelons les trois mesures-chocs de cette contre-réforme, qui concerne les travailleurs du privé : passage de 37,5 années de cotisation à 40 ; calcul de la retraite non plus sur les 10 meilleures années, mais sur les 25 meilleures années ; aggravation de la désindexation des retraites par rapport aux salaires, amplifiant l'effet des mesures du

gouvernement Mitterrand-Delmors de 1983 (l'indexation des retraites sur l'inflation est beaucoup plus défavorable aux retraités que l'indexation sur les salaires, car ces derniers, globalement, progressent légèrement plus vite que les prix). Sans oublier la réforme de 1996 sur les caisses complémentaires, qui a vu augmenter la valeur du point de cotisations, mais diminuer la valeur du point pour le calcul de la retraite...

Résultat : alors que, au début des années 1990, les retraites dans le secteur privé représentaient en moyenne une valeur de 87 % du dernier salaire perçu, cette proportion a d'ores et déjà commencé à diminuer depuis deux ans et les économistes prévoient que, d'ici une dizaine d'années, les retraites du privé ne vaudront plus que 47 % de ce même salaire. Et l'on voudrait imposer aux retraités du public une telle perte de revenus ? L'« équité » n'exige-t-elle pas, au contraire, que l'on abroge les mesures Delors, Balladur et Juppé, que l'on revienne aux 37,5 pour tous, public, privé, au calcul de la retraite sur les dix meilleures années dans le privé et à la réindexation des retraites sur les salaires ?

Oui, les travailleurs du public et du privé doivent être placés sur un pied d'égalité, dans leur droit à prendre une retraite décente et à profiter de leurs vieux jours. Oui, les travailleurs du public et du privé doivent être unis, mais pas dans un nivellement par le bas. Le progrès social, ce n'est pas de travailler de plus en plus longtemps, mais bien de moins en moins longtemps, d'autant que, toutes les études scientifiques le montrent, le stress, la souffrance au travail sont de plus en plus fréquents avec l'augmentation vertigineuse de la flexibilité, de la productivité et de l'intensité du travail.

Pour faire passer la pilule de l'augmentation du nombre d'annuités, certains, comme la C.F.D.T., nous parlent de « retraite à la carte ». Nous serions « libres » de « préférer » soit une retraite à taux plein, à condition de trimer jusqu'à 65 ans ou plus, soit de partir plus tôt, mais alors avec une retraite au rabais. En fait, prôner l'individualisation, c'est fomenter la division des travailleurs, qui ont arraché tous leurs acquis, notamment la Sécurité sociale, par leur luttes collectives ; c'est un moyen de

participer activement à la casse de nos droits collectifs.

## **Défendons nos retraites par répartition : non aux fonds de pension !**

Diviser pour mieux régner, telle est plus que jamais la devise des spéculateurs qui voudraient bien faire leur beurre de nos retraites, un trésor de plusieurs centaines de milliards, aujourd'hui à l'abri de la spéculation et du capital financier. Ces milliards sont à nous, aux travailleurs en activité et aux retraités, unis solidairement entre générations, car il est normal, aux yeux de tous les travailleurs, que ceux qui sont aujourd'hui en activité dans la force de l'âge financent les retraites de ceux qui, après toute une vie de travail, profitent d'un repos bien mérité et chèrement acquis par les générations précédentes, comme eux-mêmes profiteront de leur retraite en passant la main à leurs enfants.

Or le deuxième acte de la réforme que doit annoncer Raffarin est la mise en place, contre le principe de la retraite par répartition, de fonds de pension, ou plutôt leur généralisation, puisque la loi Jospin-Fabius de 2001, dite hypocritement « sur l'épargne salariale », a déjà instauré la possibilité pour les entreprises de créer des fonds de pension qui ne disent pas leur nom, soit disant « à la française », mais qui sont en réalité calqués sur les fonds de pension américains de la pire espèce, ceux des années 1990, qui ne garantissent même pas un revenu minimum aux futurs retraités, puisque ce sont des fonds de pension « à prestations non définies ». S'opposer par principe à la retraite par capitalisation, c'est refuser que notre salaire différé, fondé sur la solidarité entre les générations, dépende des aléas de la Bourse, c'est refuser qu'il soit utilisé par les spéculateurs pour empocher sur nos dos des profits considérables, avant de nous déclarer un jour leur faillite et la perte de toutes nos économies — les exemples de Maxwell en Grande-Bretagne et d'Enron aux États-Unis n'étant que les plus spectaculaires et les plus médiatiques. Au-delà même de ces risques permanents de tout perdre, nous ne pouvons pas accepter que le montant de nos retraites puisse être divisé par deux du jour au lendemain, comme c'est arrivé à la majorité des

retraités d'outre-Atlantique qui, avec l'effondrement boursier des deux dernières années, ont vu fondre leurs retraites comme neige au soleil (perte de 50% de leurs économies). Alors, plus que jamais, disons non aux fonds de pension de Raffarin, exigeons l'abrogation de la loi Jospin-Fabius et défendons bec et ongles nos retraites par répartition, notre régime général comme nos régimes particuliers et le Code des pensions !

### **Notre lutte de classe peut nous permettre de sauver nos retraites**

Depuis novembre-décembre 1995 et le recul de Juppé sur les régimes spéciaux de retraite, les gouvernements successifs, par peur de notre lutte de classe, ont hésité à attaquer de front nos retraites, même si des brèches ont été faites, comme la loi Fabius, contre laquelle les directions syndicales n'ont rien voulu faire, quand elles ne la soutenaient pas ouvertement. Par contre, dans les pays où les travailleurs n'ont pas réussi à faire une telle démonstration de force pour défendre leurs retraites, les gouvernements européens, qui ont affirmé à plusieurs reprises leurs objectifs communs, ont réussi, avec la complicité de bureaucrates syndicaux, à faire passer des contre-réformes majeures. En Suède, par exemple, il n'y a plus aucun âge légal pour le départ en retraite des salariés, contraints ainsi de travailler de plus en plus longtemps ou de partir avec une pension considérablement amputée,

tout en ayant cotisé davantage qu'auparavant. En Allemagne, les fonds de pension ont été introduits par Schröder et les bureaucrates syndicaux, et l'âge de la retraite menace d'être reculé de 65 à 67 voire 70 ans ! En France, Fillon, ministre des Affaires sociales, s'appuie sur ces défaites de la classe ouvrière trahie par ceux qu'elle croyait être ses représentants pour y voir des modèles de « consensus » entre les « partenaires sociaux ».

Les organisations ouvrières sont à la croisée des chemins. Faut-il suivre la direction de la C.F.D.T., qui est favorable aux fonds de pension et à l'allongement de la durée de cotisation ? Ou faut-il, comme en novembre-décembre 1995, aider à l'unité des travailleurs et de leurs organisations syndicales et engager un bras de fer intransigeant avec le gouvernement ? Nul doute que l'appel des sept organisations à manifester le 1<sup>er</sup> février propose une ligne dont la confusion et le vide revendicatif ne peuvent faire le jeu que de la C.F.D.T. et du gouvernement. En même temps, de nombreux syndicats locaux, départementaux, nationaux des fédérations entières se sont à juste titre saisis de l'appel à manifester pour mettre en avant les revendications qui sont celles des travailleurs, pour exiger des directions syndicales qu'elles refusent fermement la ligne de la C.F.D.T. et réalisent l'unité contre les fonds de pension et pour les 37,5 annuités pour tous. En particulier, à l'heure où le MEDEF veut augmenter

la durée de cotisations à 45 annuités, on aimerait tellement que, comme au début du siècle dernier, la direction de la C.G.T. fustige la « retraite pour les morts », plutôt que de faire des courbettes devant les syndicats jaunes amis du gouvernement et des spéculateurs !

Les travailleurs sont prêts au combat, comme l'a montré la mobilisations des gaziers et électriciens qui, en dépit du matraquage des médias et de la plupart des directions syndicales les appelant à voter « oui » au référendum pour cautionner la casse de leurs propres retraites et de leur statut, viennent d'infliger une défaite cuisante au gouvernement, à la C.F.D.T. et à la clique bureaucratique de Cohen qui dirige l'énorme fédération C.G.T. de l'énergie.

Les syndicalistes-lutte de classe, les militants, l'avant-garde, doivent aider les travailleurs à défaire les dispositifs des bureaucrates, en multipliant les diffusions, les prises de parole, les assemblées générales de personnel, en réalisant l'unité de leurs organisations de la base au sommet comme en novembre-décembre 1995, unité qui permettra seule de mobiliser la classe pour faire échec aux plans du gouvernement par tous les moyens dont elle dispose, jusqu'à la grève interprofessionnelle illimitée s'il le faut.

**Nina Pradier**

## **QUEL GOUVERNEMENT PRÉSERVERA NOS RETRAITES DE L'AVIDITÉ CAPITALISTE ?**

Mais les retraites ne sont-elles pas en danger, ne faut-il pas trouver « des solutions », en raison de l'évolution démographique et des noires perspectives du fatidique « horizon 2040 » ? Au-delà de la vraisemblance douteuse d'un certain nombre de prévisions à si long terme en la matière, il est clair que l'évolution démographique n'est nullement en tant que telle un problème, si l'on considère les capacités productives actuelles de l'humanité. En fait, les capitalistes et les gouvernements, qui nous appellent au sens des « responsabilités » en s'auto-proclamant les porte-parole des générations futures, ne se soucient pas

davantage de l'avenir de nos enfants quand ils nous parlent des retraites que lorsqu'ils versent quelques larmes de crocodile à la suite du naufrage de l'Erika ou du Prestige affrétés par les multinationales dans les conditions de sécurité les plus précaires, avec leur propre complicité laxiste, puisqu'ils se refusent à prendre de vraies mesures pour protéger notre environnement, c'est-à-dire des mesures nécessairement anticapitalistes. Les attaques contre nos retraites résultent de la pression internationale accrue du capital financier, à commencer par les fonds de pension américains qui rêvent de jouer à la bourse les retraites par répartition des travailleurs européens,

comme ils le font depuis des années avec les économies des salariés américains. C'est la logique du profit et l'exacerbation de la concurrence entre capitalistes qui représentent le plus grave danger pour nos retraites, comme pour notre présent et pour notre avenir en général. C'est pourquoi la question des retraites comme celle de tous les acquis arrachés par les travailleurs depuis des décennies et rognés, voire détruits, par les gouvernements actuels, pose en dernière analyse la question d'une tout autre politique. À l'heure où les gouvernements successifs ne cessent de multiplier les cadeaux aux patrons en allégeant leurs charges sociales et

fiscales pour faire face aux impératifs de la compétitivité, même l'augmentation des cotisations patronales de 0,3 % par an, dont les réformistes nous disent qu'elle permettrait aux salariés du privé de partir en retraite avec 37,5 annuités de cotisation, nécessite une tout autre politique. Même une légère diminution de la part des profits dans la richesse nationale au profit des salaires (c'est-à-dire une inversion de la courbe qui, depuis vingt ans, a vu chuter de 10 points la part des salaires dans le « partage » des gains de productivité, qui ont pourtant doublé dans le même temps) exigerait une tout autre politique. Bien sûr, la mobilisation des

travailleurs pourrait imposer telle ou telle mesure particulière qui leur soit favorable, mais nul doute que, quelque temps plus tard, tel ou tel gouvernement de droite ou de « gauche » repasserait alors à l'attaque, sous la pression des capitalistes pris à la gorge par la concurrence internationale. *A fortiori* des mesures comme l'augmentation générale des salaires (et par là même des cotisations pour les retraites), la transformation des emplois précaires en contrats à durée indéterminée et l'interdiction des licenciements (la précarité et le chômage figurant parmi les principales causes susceptibles de grever le budget des retraites) exigent

une tout autre politique que celle des Chirac, Raffarin et autres Jospin, que celle des Blair, Aznar et autres Schröder.

En réalité, seul un gouvernement au service des travailleurs, réellement anti-capitaliste, pourra mener une telle politique. Mais quelle sera la nature d'un tel gouvernement ? Ce ne pourra être qu'un gouvernement des travailleurs, par les travailleurs, pour les travailleurs. Il serait temps que les organisations ouvrières et populaires de ce pays se remettent à envisager, discuter et populariser cette perspective...

N. P.

---

## RETRAITES D'EDF-GDF : UNE PREMIÈRE VICTOIRE POUR TOUTE LA CLASSE OUVRIÈRE

La privatisation d'EDF-GDF est un objectif européen, que Chirac-Jospin, main dans la main, ont accepté à Barcelone au mois de mai 2002. Mais un sérieux obstacle se dresse devant le gouvernement Raffarin qui a pris le relais : les salariés ne sont pas d'accord pour que l'on casse leur statut, principal obstacle à l'« ouverture du capital » (privatisation) ; de fait, le 9 janvier, ils ont infligé un démenti cinglant aux privatisateurs en votant NON au référendum organisé pour qu'ils acceptent la casse de leur régime particulier de retraites.

Et pourtant, on n'avait pas lésiné sur les moyens. Le 9 décembre les « partenaires sociaux » C.G.T., C.F.T.C., C.F.D.T. et C.G.C., en commun avec les organisations patronales, dans le cadre de la « concertation » chère à Raffarin, avaient rédigé un relevé de conclusions pour réformer les retraites des salariés d'E.D.F.-G.D.F. La direction de la C.G.T. avait pris l'initiative d'organiser un référendum avant de signer le texte, ce qui est une curieuse façon de défendre les intérêts des salariés, d'autant plus que ceux-ci n'avaient reçu à leur domicile que les

textes des fédérations syndicales en accord avec le relevé de conclusion... Seules les fédérations F.O. et S.U.D., minoritaires, avaient appelé à voter contre. Les votants (les retraités devaient aussi se prononcer) ont adressé un sérieux avertissement au gouvernement aussi bien qu'à la C..F.D.T. et à la direction de la C.G.T., en refusant ces « propositions ».

Cette victoire des salariés, qui est aussi celle des syndiqués conscients de la C.G.T. sur leur propre direction (la C.G.T. ne signera pas), marque un premier pas dans la résistance à la remise en cause des systèmes de retraites et aux privatisations annoncées. Malgré la manipulation et la désinformation, les salariés ont su, avec une très grande lucidité, faire valoir leurs intérêts, accomplissant un grand pas en avant dans la conscience de la contradiction entre ces intérêts et l'application par le gouvernement des directives européennes. Ils ont expérimenté la nécessité de construire l'unité, avec les organisations, mais contre les bureaucrates qui se font les complices zélés du gouvernement. Ils montrent le chemin du combat que doivent maintenant mener tous les travailleurs du public et du privé pour

défendre leurs retraites et contre les privatisations, le chemin du combat contre les capitalistes qui voudraient piller le service public (quel beau pactole que ce marché français de l'énergie, que ces retraites !) et contre l'Union européenne et le gouvernement qui sont les relais serviles du capital financier.

Les gaziers et électriciens poursuivent leur combat pour défendre leurs retraites : ils peuvent et doivent imposer l'unité de leurs organisations, et réaliser la jonction avec tous les salariés du privé et du public.

**Retrait de la contre-réforme du régime de retraites des gaziers et électriciens !**

**Maintien intégral du statut !**

**Retrait du plan de privatisation d'E.D.F.-G.D.F. !**

**Pour des comités d'usine unitaires, intégrant les organisations syndicales en accord avec les revendications !**

**Pour le contrôle des électriciens et des gaziers sur les comptes et les décisions de ces entreprises !**

**Paul Lanvin**

# LA REGIONALISATION : UNE ARME REDOUTABLE POUR DÉTRUIRE LES ACQUIS DES TRAVAILLEURS

Par leur lutte de classe, les travailleurs de France ont arraché des droits qui les protègent de la surexploitation et leurs assurent un certain nombre de garanties. Ces acquis ont été arrachés dans le cadre de la République bourgeoise centralisée, qui reconnaît l'égalité en droits des citoyens sur l'ensemble du territoire national. Bien souvent, les droits formels et le caractère national de la loi ont ainsi servi de cadre à l'acquisition par les travailleurs de droits sociaux valables « universellement » sur l'ensemble du territoire : la classe ouvrière a réussi à inscrire ses conquêtes dans la loi, lorsque la bourgeoisie préférait lui céder sur certaines de ses revendications plutôt que de risquer de tout perdre (ce fut le cas en particulier après la grève générale de 1936 et au lendemain de la Seconde guerre mondiale). De même, la conception « républicaine » des services publics a eu pour contenu, sous la pression des masses, le maillage national serré, la péréquation tarifaire et d'autres avantages gérés par l'État au niveau national.

Aujourd'hui, sous la pression de la concurrence internationale qui exige un taux de profit toujours plus élevé et la conquête de nouveaux marchés, les capitalistes, notamment en France et en Europe, se voient obligés de redoubler leurs attaques contre les acquis de la classe ouvrière et contre les services publics. Dans ce but, l'Union européenne et les gouvernements nationaux organisent la déréglementation généralisée. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre la décentralisation-régionalisation de Raffarin, qui ne fait d'ailleurs que poursuivre et aggraver en la matière la politique des gouvernements précédents depuis Mitterrand-Defferre en 1981. Sous prétexte de se rapprocher de la « France d'en bas », d'une part, et de créer « l'Europe »,

d'autre part, il s'agit en réalité de faire voler en éclats les droits sociaux reconnus sur tout le territoire et les services publics nationaux. Il s'agit aussi pour l'État de faire passer aux collectivités territoriales une part accrue des charges qui lui incombent jusqu'à présent, les régions et les communes (souvent regroupées de force dans ce but) devant se débrouiller pour assurer le fonctionnement des services publics, qu'elles n'ont guère d'autres choix alors que de fermer quand ils ne sont pas rentables ou de privatiser quand ils peuvent l'être, faute de pouvoir les financer par leurs propres moyens, malgré l'augmentation importante des impôts locaux.

Si les régions peuvent déroger à la loi de façon « expérimentale », que restera-t-il du Code du travail et des statuts qui assurent aujourd'hui aux salariés du privé comme du public une égalité de traitement sur l'ensemble du territoire ? C'est la porte ouverte à l'aggravation de la concurrence entre les régions et à la casse accélérée du coût du travail, aux dépens de toutes nos conquêtes collectives. C'est aussi une arme redoutable pour aggraver l'atomisation de la classe ouvrière et la désorganiser encore plus, pour opposer les travailleurs des différentes régions les uns aux autres, pour leur imposer des « sacrifices » par le chantage à la délocalisation, etc.

De même, si les régions doivent gérer elles-mêmes la santé et l'éducation, par exemple, nous ne serons plus soignés et nos enfants ne seront plus instruits avec les mêmes moyens et selon les mêmes règles sur l'ensemble du territoire, nous le serons plus mal dans les régions plus pauvres, moins mal dans les régions plus riches, et de toute façon de moins en moins bien si les services publics sont démantelés, fermés et privatisés.

Voilà pourquoi les organisations ouvrières et populaires doivent

combattre la régionalisation-décentralisation de Raffarin. Il ne s'agit évidemment pas de défendre la République et la nation bourgeoises. Mais, comme l'écrivait Lénine dans *L'État et la révolution*, « nous sommes pour la république démocratique en tant que meilleure forme d'État pour le prolétariat en régime capitaliste », nous sommes pour « défendre, du point de vue du prolétariat et de la révolution prolétarienne, le centralisme démocratique, la république une et indivisible ». Aujourd'hui, cela signifie concrètement que, pour défendre les conquêtes des travailleurs en général, il faut défendre également le principe républicain de l'égalité des droits sur lequel la lutte de classe s'est toujours appuyée pour exiger des lois sociales protégeant l'ensemble des travailleurs, qu'il faut défendre les services publics existant sur l'ensemble du territoire national, qu'il faut défendre l'identité démocratique des règles dont profite la population, que ce soit à l'école, à l'hôpital, dans les communes ou dans les conditions de travail.

**Unité des organisations ouvrières et populaires pour défendre nos conquêtes et reconquérir celles que nous avons perdues !**

**À bas le traité de Maastricht !**

**Contre la régionalisation et la décentralisation !**

**Contre les privatisations, pour la défense des services publics utiles à la population !**

**Pour la renationalisation sans indemnités ni rachat des entreprises privatisées !**

**Pour le contrôle ouvrier sur les entreprises nationalisées menacées de privatisation !**

**Paul Lanvin  
et Ludovic Wolfgang**

**VOUS ÊTES TRAVAILLEUR, ÉTUDIANT, LYCÉEN, SYNDICALISTE, MILITANT ?  
Vous vous retrouvez dans ce que nous disons dans ce journal, vous voulez en discuter ?**

**ALORS CONTACTEZ-NOUS ! (06 64 91 49 63 ou [groupecri@free.fr](mailto:groupecri@free.fr))**

**DEMANDEZ NOTRE PROGRAMME CRI !**

**PALESTINE**



# QUELLES PROPOSITIONS CONCRÈTES LES COMMUNISTES RÉVOLUTIONNAIRES INTERNATIONALISTES DOIVENT-ILS AVANCER ?

## Martyre du peuple palestinien

La Palestine, on ne le sait que trop, est à feu et à sang. Plongées dans la spirale monstrueuse engendrée par la politique de répression et de terreur menée par les gouvernements israéliens successifs, qu'ils soient « de gauche » ou « de droite », issus du parti travailliste, du Likoud ou d'une coalition des deux, les populations arabes et juives de la région subissent l'horreur de ce déchaînement de violence. Les escadrons de la mort israéliens lancent leurs raids meurtriers contre la population palestinienne des territoires occupés, les bombardent à coups de chasseurs F16 et les mitraillent du haut de leurs hélicoptères, détruisent les maisons, arrachent les plantations, pratiquent les arrestations sommaires et la torture, y compris sur les enfants. La malnutrition et la famine sévissent dans les camps. Entre septembre 2000, date de naissance de la deuxième Intifada, et septembre 2002, ces attaques barbares ont fait plus de 2.000 morts et 40.000 blessés, dont beaucoup, hommes, femmes, enfants, sont désormais handicapés à vie. Les humiliations et les assassinats aux *check points*, rebaptisés « points de la mort », les tirs sur les ambulances, les blessés qu'on laisse agoniser pendant des heures, sont le lot quotidien de la population palestinienne. À Gaza, la densité est de 2.285 habitants au kilomètre carré, la plus forte densité humaine au monde. La création de nouveaux points d'eau est interdite alors que cette ressource vitale est essentiellement utilisée par les colonies israéliennes. Baruch Kimmerling, l'un des plus grands sociologues israéliens, proclamait il y a peu : « J'accuse Ariel Sharon de créer un processus par lequel non seulement il va intensifier le bain de sang réciproque, mais qui est susceptible d'entraîner une guerre régionale et une épuration ethnique partielle ou totale des Arabes dans la "Terre d'Israël"<sup>1</sup>. » Dans les camps, les villages et les villes des territoires occupés et des pays arabes voisins, la situation de quelque cinq millions de réfugiés palestiniens est devenue insoutenable.

<sup>1</sup> Article du 1<sup>er</sup> février 2002 paru dans l'hebdomadaire israélien *kol Ha'ir*.  
Le Cri des travailleurs n°1, février 2003.

## Souffrances des travailleurs

### juifs

Dans le même temps, les travailleurs juifs d'Israël souffrent de la politique menée par les gouvernements de gauche comme de droite (ou de coalition) : l'économie de guerre conduit à la crise économique et engendre une explosion de la misère. La croissance économique s'est effondrée, passant de 6% en 1990 à 4,7% en 2000 et environ 1,7% en 2002. Le chômage atteint 10% de la population, la misère touche 300.000 familles vivant officiellement sous le seuil de pauvreté. De grandes usines ferment leurs portes ; l'école manque de moyens élémentaires — la grève des enseignants l'a montré, à la rentrée de cette année. La population vit dans la terreur des attentats, nés du désespoir des Palestiniens. L'État israélien, colonialiste et raciste, encourage la population modeste du pays à s'installer dans des colonies nouvelles — le développement de ces colonies s'étant accentué à partir de 1993, en grande partie sous les gouvernements travaillistes, de Barak surtout, grignotant le peu de terres dont disposaient les Palestiniens et les spoliant ainsi de toutes ressources — au péril de leur vie, et pour mieux diviser les populations. Mais les travailleurs juifs et arabes subissent tous les maux causés par cette politique ; leurs intérêts, bien loin d'être contradictoires comme voudraient le leur faire croire leurs gouvernements respectifs, sont communs.

### Responsabilité historique des États impérialistes

Comment expliquer la situation actuelle, sanglante et intolérable, sans la replacer dans le cadre global d'un système fonctionnant au mépris du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à vivre libres, à la faveur de quelques minorités privilégiées attisant les haines entre ces peuples ? Comment ne pas rappeler le rôle des puissances impérialistes occidentales, dépeçant la région à la suite de la Première Guerre mondiale, créant des protectorats à leur botte et réprimant

dans le sang les soulèvements des populations opprimées et exploitées ? La Palestine a toujours constitué une zone stratégique pour l'impérialisme. Sous l'emprise britannique à l'issue du Traité de Versailles, elle subit notamment l'écrasement brutal par l'armée anglaise (plus de 3.000 morts) du soulèvement populaire contre le pouvoir colonial, en 1936. Aujourd'hui, le maintien des intérêts politiques et économiques américains dans la région, essentiels, passe par leur soutien actif, idéologique et financier, au gouvernement criminel israélien.

### Complicité des États bourgeois arabes

Dans ce contexte, quel est le rôle tenu par les gouvernements arabes voisins ? Faudrait-il distinguer États arabes et État israélien, les bons et le méchant ? Faire ce partage de nature ethnique reviendrait à s'aveugler sur la nature de classe du conflit réel qui se joue. Les États arabes, leurs gouvernements, n'ont jamais soutenu la cause palestinienne. Les bourgeoisies jordanienne, syrienne, égyptienne, saoudienne, et même la bourgeoisie d'affaires palestinienne installée dans ces pays et faisant commerce du pétrole notamment, auraient trop peur de mettre le feu aux poudres dans leur propre pays. Défendant leurs intérêts de classe, elles répriment et massacrent les Palestiniens réfugiés, comme ce fut le cas en Jordanie, en 1970, lors du « Septembre noir » (l'armée jordanienne attaqua alors les militants et réfugiés palestiniens, faisant des dizaines de milliers de victimes). Elles écrasent leur propre peuple lorsqu'il se révolte contre sa situation ou se solidarise avec les travailleurs palestiniens : entre 1972 et 1974, les grèves générales au Liban sont liquidées dans le sang par les « Phalanges », milices d'extrême droite, avec le soutien logistique et politique du gouvernement syrien. Plus récemment, les manifestations populaires, en Égypte et en Jordanie, en soutien à la deuxième Intifada, ont été réprimées par les gouvernements de ces pays. Il n'y a rien à attendre des classes dirigeantes arabes, à la tête de dictatures militaires et policières qui pourchassent et laissent croupir dans leurs geôles les militants

ouvriers. Les régimes arabes contribuent à fomenter la division des peuples dans la région. Arafat lui-même et ses séides de l'Autorité palestinienne font tout pour couper les Palestiniens des territoires des Palestiniens vivant dans l'État d'Israël comme « citoyens » de seconde zone, séparés aussi des travailleurs juifs ; pourtant, ils ont manifesté à maintes reprises, par la mobilisation et la grève, leur solidarité avec leurs frères des territoires. Tout comme la bourgeoisie israélienne brandit le drapeau du sionisme pour mieux opposer les Juifs aux non-juifs, les bourgeoisies de ces États utilisent un pseudo-« nationalisme arabe » pour mieux masquer l'intérêt commun des peuples. Ici comme ailleurs, la ligne de démarcation ne passe pas entre les peuples, mais entre les classes, et le rôle des militants ouvriers est de l'expliquer sans relâche, de combattre les idéologies de nature impérialiste fabriquées pour contrer la lutte de classes.

### **La prétendue « solution » impérialiste des deux États**

Dans ces conditions, faut-il, lorsqu'on est membre d'une organisation ouvrière, mettre en avant la revendication de « deux États », comme le font à la fois, sous une forme ou sous une autre, les puissances impérialistes, relayées par leur O.N.U., et la plupart des partis « de gauche », voire d'« extrême-gauche » ? On nous parle de « réalisme », on invoque la haine ethnique — dont le développement n'est en réalité que le produit du sionisme idéologique d'hier et d'aujourd'hui et de l'impérialisme d'Israël. Mais le prétendu « processus de paix », impulsé par l'impérialisme contre les développements de la révolution palestinienne n'a-t-il pas lamentablement failli justement parce qu'il déniait au peuple palestinien le droit de se constituer en nation, le droit au retour, le droit de vivre où bon lui semble sur sa terre de Palestine ? N'a-t-il pas failli justement parce que la bourgeoisie palestinienne, sous la direction d'Arafat, a capitulé face à l'impérialisme en acceptant de renoncer à l'objectif historique des organisations palestiniennes : une seule République, laïque et

démocratique, reconnaissant et respectant l'égalité des droits de tous les citoyens juifs et arabes qui vivent sur tout le territoire de la Palestine historique (intégrant la Jordanie) ? Revendiquer la constitution d'un pseudo-État bourgeois palestinien, aux côtés de l'État israélien sioniste et impérialiste, donc nécessairement sans réalité nationale et sans souveraineté, est-ce « réaliste » pour promouvoir la paix et l'union libre des peuples ? En réalité, une telle solution n'est « réaliste » que pour garantir les intérêts impérialistes et la « sécurité » de la bourgeoisie israélienne, comme le dit clairement Bush lorsqu'il déclare : « Les États-Unis et l'Union européenne partagent une vision commune de deux États, la Palestine et Israël, vivant côte à côte, dans la paix et la sécurité » — c'est-à-dire dans la paix des cimetières et une pseudo-sécurité fondée sur les miradors, les barbelés, les camps et la terreur. On réserverait à « l'Autorité palestinienne » le « droit » de veiller à l'éducation, la culture, la santé et la protection sociale ? Mais dans quelles conditions ? Avec quels moyens ? Dans les territoires (Gaza et la Cisjordanie, soit seulement 22% de la Palestine historique), qui serviraient d'« État » au peuple palestinien, 6% seulement des terres arables sont irriguées, contre plus de 50% en Israël. Ce prétendu « État palestinien », fondé sur la discrimination raciale, avec des bouts de territoires dispersés, entre lesquels s'érigerait Israël, représenterait une Palestine dépecée, morcelée, privée des ressources essentielles pour que sa population vive et travaille dans des conditions décentes, inféodée aux autres États de la région. Une Palestine non-viable. Peut-on parler d'une nation et d'un peuple libres, lorsque ceux-ci seraient placés sous le contrôle — et dans la cible — de leur voisin et sous la dépendance des autres États bourgeois arabes ?

### **Une seule solution : le combat de classe des travailleurs arabes et juifs**

La seule solution pour les deux peuples et, au-delà, pour l'ensemble des populations de la région, est bien une seule République palestinienne, mettant à bas les critères ethniques et religieux. Bien évidemment, cela ne

sera pas possible sans la lutte contre les impérialismes et les féodalismes qui font barrage à l'unité des travailleurs pour leur émancipation commune. Cela ne sera pas possible sans la lutte de classe révolutionnaire des travailleurs juifs et arabes. Celle-ci est possible aujourd'hui, comme elle le fut naguère, comme par exemple en 1970, sur le territoire palestinien de Jordanie, plus de 150.000 travailleurs s'organisèrent de manière indépendante en conseils ouvriers, dans le « soviet d'Irbid », qui lutta héroïquement contre leur propre gouvernement de Jordanie, se substituant localement à l'État et à ses appareils. Pourquoi ce qui fut possible hier ne le serait-il plus aujourd'hui ou demain ? Il n'y a pas d'autre voie « réaliste » que celle de l'auto-mobilisation des travailleurs juifs et arabes pour leurs revendications communes, leurs revendications de classe. C'est dans cette perspective que les militants communistes révolutionnaires internationalistes doivent intervenir en Palestine, en proposant leur programme à la classe ouvrière juive et arabe, leur programme révolutionnaire de transition, avec le mot d'ordre central de la *République palestinienne laïque et démocratique des travailleurs sur tout le territoire de la Palestine historique*. Dans cette perspective, ils doivent appeler les organisations ouvrières arabes et juives non sionistes de Palestine à s'unir sur la base d'un programme de classe, un programme de sauvegarde du peuple palestinien, un programme d'urgence pour tous les travailleurs juifs et arabes. Les organisations ouvrières arabes et juives non sionistes doivent se battre pour réaliser le front unique, dépassant les clivages ethniques et religieux, rompant avec la politique de la bourgeoisie israélienne de droite et de gauche (les travaillistes et les bureaucrates syndicaux sionistes), comme avec la bourgeoisie palestinienne d'Arafat (contre l'union sacrée avec l'O.L.P. collaborationniste). Tout en soutenant tout pas en avant concret, aussi minime soit-il, dans la direction d'un tel programme, les militants communistes révolutionnaires internationalistes doivent se battre pour que celui-ci dise et exige :

**• Vive l'Intifada et la résistance palestinienne, à bas le sionisme et l'impérialisme d'Israël !**

- **Droit au retour inconditionnel pour tous les Palestiniens chassés de leurs terres !**
- **Halte à la terreur militaire, lever du couvre-feu, démantèlement de tous les barrages, barbelés et miradors israéliens, retrait des chars, retour de tous les soldats dans leurs foyers !**
- **Amnistie de tous les prisonniers politiques palestiniens enfermés dans les geôles d'Israël et de l'Autorité palestinienne !**
- **Arrêt de la colonisation sioniste, démantèlement juridique de toutes les colonies, reconstruction des villages et des quartiers palestiniens détruits, réorganisation des municipalités sur la base de l'égalité des droits des tous les citoyens juifs et arabes de Palestine !**
- **Réforme agraire, redistribution des terres palestiniennes sur la base d'un partage équitable entre tous les paysans arabes et juifs de Palestine !**
- **Constitution de milices et de tribunaux ouvriers et populaires bi-ethniques chargés de lutter contre les bourreaux sionistes et de maintenir l'ordre et la sécurité de la population dans les quartiers, les villes et les villages !**
- **Contrôle ouvrier sur les usines et les banques par des comités ouvriers bi-ethniques!**
- **Mesures d'urgence sociale et économiques : plan de résorption du chômage, plan de grands travaux publics, plan de construction de logements et d'hôpitaux pour tous les Palestiniens, plan de scolarisation, etc. !**
- **Gouvernement d'unité des organisations ouvrières et populaires arabes et juives non sionistes, chargé de préparer et de convoquer une Assemblée constituante souveraine réunissant les délégués élus, mandatés et révocables des travailleurs juifs et arabes, qui décidera de la forme et du contenu de la République palestinienne !**

**Laura Fonteyn**

CHAQUE MOIS, ACHETEZ, LISEZ, DIFFUSEZ, CONTRIBUEZ À AMÉLIORER  
par vos remarques, vos critiques, vos propositions d'articles

## Le CRI des travailleurs

Journal du *Groupe CRI* (Communiste Révolutionnaire Internationaliste)

# CÔTE D'IVOIRE : RETRAIT DES TROUPES FRANÇAISES !

Quelques jours après la signature des « accords de paix » à Paris, les manifestations contre l'ingérence française continuent en Côte d'Ivoire. Au nom du suivi sur le terrain de l'accord et de la protection des intérêts français face à ces violences, le gouvernement justifie déjà la poursuite de la présence militaire française dans le pays. C'est pourtant précisément cette attitude française qui est responsable du chaos dans lequel se trouve la Côte d'Ivoire, auparavant considérée comme le fleuron des ex-colonies françaises. La Côte d'Ivoire dispose en effet de nombreuses richesses naturelles (cacao, café, bois, pétrole offshore). Cela pourrait être une chance pour la population ivoirienne, ça ne l'est pas dans ce système de rapine impérialiste, où la carte des guerres en Afrique recoupe celle des ressources naturelles.

Jadis pré carré du colonisateur français, consciencieusement pillée par les grosses entreprises françaises (notamment Bouygues), la Côte d'Ivoire intéresse de plus en plus l'impérialisme américain qui, outre les multinationales du cacao largement implantées, entend désormais diversifier l'origine de ses ressources pétrolières. Les troupes spéciales américaines rôdent dans la région, les mouvements rebelles se multiplient (Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire, Mouvement pour la Justice et la Paix, Mouvement Populaire Ivoirien pour le Grand-Ouest), avec des soutiens à l'intérieur des pays voisins (Burkina Faso, Libéria, Sierra Leone). Mais cette déstabilisation du pays n'est que la dernière étape d'un long processus de décomposition, avant tout économique, sous la pression de l'impérialisme mondial, relayée par les gouvernements ivoiriens successifs. Comme partout, le FMI multiplie les injonctions : démantèlement de la STABEX (caisse qui assurait une certaine stabilité des revenus des

producteurs de cacao face à la rapacité des multinationales), privatisations des services publics que se partagent désormais les entreprises françaises, et bien sûr paiement de la dette, encore artificiellement gonflée par la dévaluation du franc CFA décidée par le FMI et Balladur en 1994.

Devant la dégradation dramatique des conditions de vie des Ivoiriens, les gouvernements successifs, refusant de remettre en cause la soumission du pays à l'impérialisme, choisissent de diviser la population, avivant les tensions « ethniques » pour maintenir leur pouvoir : c'est le concept raciste d'« ivoirité », lancé par Konan Bédié et repris par ses successeurs, jusqu'à Laurent Gbagbo aujourd'hui, donnant un statut de citoyens de seconde zone à une grande partie des populations du nord (à tel point que le libéral Ouattara, ancien fonctionnaire au FMI, n'a pas pu se présenter aux dernières élections présidentielles).

Le gouvernement français ne pouvait pas accepter que les mutineries militaires, commencées en septembre dernier, mettent en danger ses intérêts dans le pays. Outre la présence des barbouzes et mercenaires des réseaux françafricains, qu'ils soient gaullistes ou mitterrandiens, la France a dépêché sur place une présence militaire de plus en plus massive, officiellement pour protéger les ressortissants étrangers, puis pour servir de force d'interposition, qui s'est révélée pour le moins partielle, couvrant les exactions des forces loyalistes de Gbagbo et multipliant les affrontements, parfois mortels, contre les rebelles. Il s'agit en effet avant tout pour l'armée française d'empêcher la prise de contrôle par les rebelles des zones d'intérêts impérialistes, français ou américains (Yamoussoukro, Abidjan, le port cacaoyer de San Pedro), selon le principe de division de l'Afrique en une zone utile et protégée, et un zone inutile (qui se

soucie, à ce propos, de la République Centrafricaine, qui connaît le même type de tensions). Jusqu'à la conférence de Paris de fin janvier, la France soutenait donc ouvertement le pouvoir de Gbagbo, membre de l'Internationale Socialiste, qui s'est avéré aussi zélé que n'importe quel libéral pour maintenir le pays sous le joug des impérialistes. Les chefs rebelles ont toutefois réussi leur examen de passage à Paris et ont gagné le droit de partager les portefeuilles ministériels et de continuer la même politique.

Le peuple ivoirien ne pourra donc compter que sur lui-même pour stopper cette spirale de misère et de violence, et pas sur les relais de l'impérialisme français, américain ou ONUzien, qu'ils se déclarent rebelles ou loyalistes. Pour une vraie solution à la crise ivoirienne, il faut exiger :

• **Halte aux interventions impérialistes en Afrique ! Retrait des troupes françaises !**

• **Halte aux pillages des richesses ivoiriennes ! Non paiement de la dette ! Que la France commence par annuler la dette ivoirienne à son égard ! Multinationales dehors ! Le peuple ivoirien doit bénéficier des richesses du pays !**

• **Unité des travailleurs de Côte d'Ivoire, sans distinction d'origine ou d'ethnie ! La solution ne passe pas par les gouvernements soumis aux impérialistes ! Le peuple ivoirien doit disposer de son propre sort !**

• **Unité des organisations ouvrières et populaires de Côte d'Ivoire pour un gouvernement ouvrier et paysan, qui seul pourra rompre avec l'impérialisme et prendre les mesures d'urgence favorables aux travailleurs !**

Frédéric Traille

## Note sur les positions du P.T., de la L.C.R. et de L.O.

Le P.T., dans sa volonté de stigmatiser l'impérialisme américain comme le plus dangereux pour les peuples du monde entier, néglige totalement de dénoncer l'impérialisme français, et ne réclame à aucun moment le retrait des troupes françaises de Côte d'Ivoire. La L.C.R. dénonce cette intervention colonialiste française, mais uniquement sous l'angle de son unilatéralisme, auquel elle oppose les conceptions de Chirac au sujet de l'intervention en Irak, faisant appel à la bienveillante communauté internationale et à une ONU qui défendrait la légalité face à tel ou tel unilatéralisme ; peut-être la L.C.R. a-t-elle oublié les conséquences des actions estampillées ONU au Rwanda, en Afghanistan ou en Irak depuis plus de dix ans ? Quant à LO, si elle dénonce les interventions impérialistes en Côte d'Ivoire quelle que soit leur forme, elle n'offre aucune perspective concrète au peuple ivoirien pour sortir de cette crise, restant comme à son habitude aveugle devant l'existence d'organisations ouvrières et populaires, en particulier syndicales, dans lesquelles nous estimons pour notre part que les militants communistes révolutionnaires internationalistes doivent intervenir sur la ligne des revendications énumérées ci-dessus. (F.T.)

## BRÉSIL

# LA CLASSE OUVRIÈRE ET LES PAYSANS PAUVRES FACE AU GOUVERNEMENT LULA

## Une situation complexe et contradictoire

En portant massivement Lula, le candidat du PT (Parti des Travailleurs), au pouvoir lors des récentes élections présidentielles, les masses opprimées du Brésil ont manifesté leur conscience de la nécessité, pour satisfaire leurs propres aspirations, de rompre avec la politique du président sortant Fernando Henrique Cardoso (dit « FHC »), incarnée dans les exigences du Fonds Monétaire International (ou F.M.I.). Cette mobilisation des masses pour leurs intérêts se manifeste aujourd'hui au-delà du terrain électoral, dans les manifestations de masses et dans le mouvement spontané des paysans sans terre qui, persuadés d'avoir désormais un gouvernement qui soit le leur, ont, sans attendre, commencé à s'emparer eux-mêmes des terres.

Les élections ont montré que les masses font pour le moment confiance au gouvernement Lula. Or, il est clair que celui-ci est lui aussi un gouvernement soumis aux exigences de la bourgeoisie brésilienne et de l'impérialisme américain : Lula, comme tous les principaux candidats, s'est engagé déjà pendant la campagne à respecter l'accord avec le FMI ; puis il a confié la plupart des ministères clés à des patrons ou à des propriétaires fonciers ; et il s'engage à payer la dette, qui a doublé en huit ans de gouvernement FHC, malgré les coupes claires dans tous les budgets sociaux, et qui n'est qu'un instrument de pillage des richesses produites par les travailleurs du Brésil au profit du capital financier. Dans ce cadre, une réelle amélioration de la situation des masses n'est pas possible. En effet, le gouvernement Lula ne pourra respecter ses engagements vis-à-vis du capital sans poursuivre la politique de FHC, sans se retourner contre les masses qui l'ont porté au pouvoir. C'est cette contradiction qui est au centre de la situation prérévolutionnaire actuelle. C'est donc seulement en tenant compte de la complexité de cette situation contradictoire qu'il est possible d'aider les masses à comprendre par elles-mêmes le sens objectif de leur propre mouvement, qui exige une politique de

rupture radicale avec l'impérialisme. Sans une politique juste des organisations révolutionnaires, qui évite à la fois d'apporter quelque soutien que ce soit à Lula et de se poser en simples commentateurs des événements, la situation peut évoluer dans le sens inverse : les masses trompées, déçues, et démoralisées, se détourneraient du PT sans pour autant se tourner vers les organisations se revendiquant de la IV<sup>e</sup> Internationale.

## Que doivent dire et faire les révolutionnaires ?

D'une part, il ne saurait être question, pour les militants et les groupes communistes révolutionnaires internationalistes, de soutenir, même de façon critique, le gouvernement Lula. Malgré la pression gigantesque, il faut être capable, contre le courant, de prévenir les masses contre leurs illusions, de s'engager dans un travail patient et persévérant de propagande et d'agitation, avec l'objectif de montrer aux masses que le gouvernement Lula, parce qu'il est un gouvernement au service de la bourgeoisie (un gouvernement de type « front populaire »), ne peut réaliser leurs aspirations, et que seul un gouvernement des travailleurs, par les travailleurs, pour les travailleurs sera en mesure de le faire réellement.

Mais, d'autre part, il faut aider les masses à faire leur propre expérience, et non se poser en donneurs de leçons extérieurs à leur mouvement autonome. Il faut donc appuyer les mobilisations spontanées des travailleurs, et les aider à aller le plus loin possible sur la voie de la satisfaction de leurs revendications par leur propre action autonome et organisée.

## Aider à la mobilisation des masses

Tout d'abord, la terre ne peut revenir aux paysans qui la travaillent sans l'expropriation des gros propriétaires fonciers qui, tout en représentant 1% des propriétaires, possèdent 45% des terres. Or le gouvernement Lula, dont le ministre de l'Agriculture, Roberto Rodrigues, est un grand propriétaire foncier, ne peut et ne veut pas prendre une telle

mesure. Mais en même temps, Lula, à peine élu, ne peut pas non plus envoyer déjà la police ou l'armée pour protéger ouvertement les grands propriétaires et pour stopper le mouvement des sans-terre qui, s'emparant des terres sans attendre du gouvernement une hypothétique réforme agraire, montrent d'ores et déjà la voie à l'ensemble des masses opprimées. Cette situation éclaire d'un jour tout particulier la nomination de Miguel Rosetto, dirigeant de la section brésilienne du Secrétariat Unifié (l'organisation internationale dont la L.C.R. est la section française), comme ministre de la Réforme agraire : il s'agit manifestement, pour Lula, de s'appuyer sur le crédit dont jouit ce dirigeant d'« extrême-gauche » auprès des paysans pour canaliser le mouvement des sans-terre dans le cadre de l'ordre bourgeois. Dans cette situation transitoire, il faut appeler les masses paysannes à ne compter que sur elles-mêmes, à construire leurs propres organisations pour administrer les terres saisies, pour former leurs propres milices armées contre les milices privées à la solde des gros propriétaires, et il faut œuvrer à l'organisation de ce mouvement à l'échelle nationale. Telle est la seule voie pour *réaliser effectivement* la réforme agraire.

De même, en ce qui concerne les ouvriers, le projet de développement des exportations de Lula ne peut donner à chaque Brésilien un vrai travail, avec un vrai salaire, car une telle politique implique la subordination aux lois de la concurrence mondiale, par conséquent l'aggravation des conditions de travail, le blocage des salaires, les licenciements, etc. Il faut donc aider les ouvriers à répondre à toute menace de ce type par la grève, l'occupation de l'usine, la constitution de comités d'usine ; chaque succès local en ce sens doit être utilisé comme modèle pour développer ce mouvement à l'échelle de tout le pays.

De manière générale, arrêter les privatisations, défendre et améliorer les retraites, payer les salaires des fonctionnaires, cela n'est pas possible sans refuser de payer la dette externe, sans rompre avec les exigences du FMI, donc sans combattre pratiquement le gouvernement Lula,

pour l'empêcher de mettre en œuvre l'accord qu'il a signé avec le FMI et qu'il cherche à imposer aux masses, contrairement au mandat que celles-ci lui ont confié.

Il s'agit donc d'aider les travailleurs à comprendre par leur propre expérience, par leur organisation en comités de lutte autonomes (intégrant les militants du P.T. et de la C.U.T. qui soutiennent les revendications), la nature même du gouvernement Lula, nouveau serviteur de l'impérialisme. Il s'agit d'aider les

masses à comprendre que la satisfaction réelle de chacune de leurs revendications immédiates pose la question de la rupture avec la politique du gouvernement Lula, et que seul leur propre gouvernement, un gouvernement des travailleurs, par les travailleurs, pour les travailleurs, un gouvernement qui rompt avec le FMI et s'appuie sur la mobilisation révolutionnaire des masses, pourra satisfaire leurs revendications.

C'est seulement en intervenant dans la lutte de classe sur cette ligne

claire, intransigeante et indépendante, que les militants communistes révolutionnaires internationalistes pourront construire la section brésilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui se construira uniquement sur la base d'une totale indépendance par rapport au gouvernement et comme instrument actif de l'émancipation des masses opprimées.

**Antoni Mivani**

---

## HISTOIRE

### LA RÉVOLUTION ALLEMANDE ET SES ENSEIGNEMENTS (1918-1923) (PREMIÈRE PARTIE).

Les enseignements à tirer de la révolution allemande et de son échec sont nombreux et riches de sens pour les militants révolutionnaires aujourd'hui. Ils concernent au premier chef les modalités de la trahison sociale-démocrate, aujourd'hui arrivée à son point de parachèvement. Ils portent aussi, fondamentalement, sur la question du pouvoir, et les stratégies adoptées pour le conquérir. Enfin, ils indiquent la nécessité vitale de l'organisation, sous la forme de la construction d'un parti prolétarien indépendant.

#### **L'Allemagne et le parti social-démocrate au début du siècle**

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du siècle suivant, l'Allemagne réunit toutes les caractéristiques d'une société prête au socialisme : sa population compte une majorité écrasante d'ouvriers ; cette population ouvrière se trouve regroupée dans de grandes villes et centres industriels ; l'économie elle-même est très concentrée sous la forme de grandes entreprises, trusts ou cartels. Le parti social-démocrate est une organisation extrêmement puissante, sorte d'État dans l'État, disposant de journaux, revues, associations diverses. Mais, par sa composition sociale, ce parti montre certaines faiblesses, qui seront sans doute décisives par la suite : 10% des adhérents sont des travailleurs non-salariés, éléments petits-bourgeois auxquels le parti ne manque pas de faire des concessions pour des raisons électorales, et une grande majorité des adhérents est issue de

l'aristocratie ouvrière, dans laquelle le dirigeant Pankoeck voit alors une couche privilégiée, source principale d'un certain opportunisme dans le parti. En outre, le Reich souffre d'un archaïsme politique par rapport à ses voisins, à commencer par la France, en République depuis plusieurs décennies. Bismarck et ses successeurs s'appuient sur cet archaïsme pour concéder des droits sociaux face à la pression du mouvement ouvrier. La bourgeoisie allemande, notamment dans les organisations religieuses, tente d'agiter le sentiment nationaliste parmi les masses, pour faire obstacle à la lutte de classes. Cette volonté de réconcilier le prolétariat avec le Reich, s'appuyant sur une idéologie chauvine, trouve son apogée lorsqu'éclate la Première Guerre mondiale.

#### **1914 : trahison du SPD, résistance de Karl Liebknecht**

La guerre impérialiste déclenchée en 1914 voit les dirigeants sociaux-démocrates désemparés, surpris dans leur routine, incapables d'organiser une mobilisation, et craignant l'entrée dans la clandestinité. Par peur de la répression, tous se rallient à l'Union sacrée, comme en France. La pression des couches privilégiées dans le parti se fait alors grandement sentir<sup>1</sup>. Les

<sup>1</sup> Karl Liebknecht note à ce sujet : « L'opportunisme a été engendré pendant des dizaines d'années par les particularités de l'époque de développement du capitalisme où l'existence relativement pacifique et aisée d'une couche d'ouvriers privilégiés les "embourgeoisait", leur

travailleurs qui tenteraient de s'opposer à la boucherie impérialiste sont isolés ; bien loin d'être soutenus par leurs dirigeants, ils sont réprimés dans leur propre parti. Karl Liebknecht vote seul contre les crédits de guerre au *Bundestag*, le Parlement allemand, le 3 décembre 1914. Mobilisé et envoyé sur le front, il y organise la résistance, par la diffusion massive de tracts, proclamant l'union des travailleurs contre leurs gouvernements impérialistes, avec ce mot d'ordre : « L'ennemi principal est dans notre propre pays. »

#### **1917-1918 : le prolétariat relève la tête, le SPD entre au gouvernement bourgeois**

Mais la lutte des travailleurs contre la guerre s'organise, et un véritable mouvement révolutionnaire émerge à partir d'avril 1917, notamment chez les marins qui se livrent à un héroïque combat, violemment réprimé. Les opposants de gauche du parti socialiste, exclus du parti en 1917 pour leur combat révolutionnaire (Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, Karl Radek entre autres) diffusent par avions des milliers de tracts reproduisant l'appel à la paix du gouvernement soviétique : la Révolution russe représente un immense espoir pour les travailleurs allemands. De grandes grèves ont lieu dans tout le pays entre

\_\_\_\_\_ donnait des bribes de bénéfice du capital, leur épargnait la détresse, les souffrances et les détournait des tendances révolutionnaires de la masse vouée à la ruine et à la misère ».

avril 1917 et janvier 1918, mais l'un des principaux dirigeants sociaux-démocrates, Ebert, proclame que le devoir des travailleurs allemands est de combattre sur le front contre les Français et condamne les grèves. Pour contenir le mouvement révolutionnaire, la bourgeoisie fait d'ailleurs appel à des sociaux-démocrates, dont Ebert, pour constituer un gouvernement de coalition : la trahison du parti social-démocrate, commencée en 1914 avec l'Union sacrée dans la guerre impérialiste, des millions de travailleurs étant ainsi envoyés à la tuerie pour la défense des intérêts de la bourgeoisie, trouve là un premier apogée. Dès lors, cette trahison se reproduira d'étape en étape dans l'histoire de la Révolution allemande. Lénine en a déjà conclu que les militants ouvriers révolutionnaires doivent rompre avec le SPD traître, et constituer un nouveau parti communiste révolutionnaire. Non sans hésitations, Rosa Luxemburg et ses camarades constituent le groupe Spartakus, mais restent au sein de l'USPD, le parti socialiste unifié, né d'une scission de gauche du SPD, mais dirigé par les centristes et les social-pacifistes.

### **Novembre 1918 : révolution et nouvelles trahisons du SPD**

En 1918, la révolution allemande a commencé. Elle prend la forme de conseils d'ouvriers et de soldats, sur le modèle des soviets en Russie, organisés par entreprises ou par quartiers. À Berlin, le 9 novembre 1918, les drapeaux rouges couvrent la ville, et Karl Liebknecht proclame la « République socialiste allemande ». Mais la bourgeoisie allemande et les sociaux-démocrates tentent de lutter contre la démocratie des conseils qui se met ainsi en place, en brandissant le mot d'ordre d'Assemblée constituante, élue au suffrage

universel. Ce mot d'ordre est, en la circonstance, sciemment contre-révolutionnaire : sous prétexte de « défendre la démocratie », c'est-à-dire la démocratie bourgeoise, qui s'exprimerait par les urnes, il vise à mettre bas le pouvoir des conseils ouvriers, dont les membres sont élus à tous les niveaux, mandatés et révocables. Ainsi, la bourgeoisie allemande, plus vigoureuse qu'en Russie, et qui dispose d'une armée puissante, sait qu'elle peut compter sur les sociaux-démocrates et sur les appareils des syndicats pour parvenir à ses fins. Comme dans toute situation révolutionnaire, les classes dirigeantes sont contraintes d'octroyer des concessions sociales pour ne pas perdre leur pouvoir, pour ne pas être emportées par la vague révolutionnaire : le patronat allemand signe donc un accord avec les responsables syndicaux, instaurant notamment la journée de huit heures.

### **Début 1919 : création tardive du parti communiste, participation du SPD à la répression dans le sang de la révolution**

Les militants ouvriers, dans ces circonstances révolutionnaires, décident enfin, au début de l'année 1919, de fonder le KPD, le parti communiste allemand, conscients de la nécessité de créer un nouveau parti révolutionnaire. Sans doute auront-ils trop tardé à le faire, Rosa Luxemburg ayant longuement hésité à quitter son parti d'origine : pour elle, dans ce parti, il y avait les masses, il devait donc être possible de le *redresser de l'intérieur*, en luttant contre son appareil traître. Cependant, R. Luxemburg et ses camarades sont bien évidemment de toutes les luttes, pour le pouvoir aux conseils, contre les manœuvres de la social-démocratie. Ils décident d'occuper le siège du journal tenu par le SPD, le *Vorwärts*. À la suite de cette action, R.

Luxemburg et K. Liebknecht sont arrêtés par les militaires, les corps francs, et abattus ; leurs corps sont jetés dans la rivière berlinoise, la Spree. Nous sommes en janvier 1919. Deux mois plus tard, le gouvernement du « socialiste » Noske lance les corps francs sur Berlin, qui écrasent la révolution allemande et les conseils ouvriers. La première phase de la révolution s'achève, dans l'échec et le sang.

### **Conclusion (provisoire)**

Cette première partie de la révolution, un temps victorieuse, a montré la nécessité, pour que le prolétariat prenne le pouvoir, qu'il s'organise en *conseils*, centres de la démocratie ouvrière, contre la prétendue « démocratie » réclamée par la bourgeoisie, les dirigeants traîtres du SPD et les centristes. Elle montre aussi, dans ses revers, le manque cruel d'une organisation révolutionnaire indépendante qui ne soit pas trop tardivement constituée, la nécessité d'un parti puissant à même d'aider le prolétariat à prendre conscience de ses propres forces révolutionnaires, à rompre avec les dirigeants traîtres sociaux-démocrates et à exiger : « Tout le pouvoir aux soviets ». Ce sont là autant d'enseignements à méditer aujourd'hui pour la construction du parti communiste révolutionnaire internationaliste et pour l'aide à l'élaboration des revendications du prolétariat, qui ne doit jamais compter que sur sa propre organisation indépendante.

(La suite au prochain numéro)

**Laura Fonteyn**

Source : Pierre Broué : *Révolution en Allemagne*, Paris, Éd. de Minuit, 1973.

Travailleurs de tous les pays, construisons la IVe Internationale

# Le CRI des travailleurs

Journal du *Groupe CRI* (Communiste Révolutionnaire Internationaliste)

N°1. Février 2003. Prix : 0,50 €. Soutien : 1 €.

---

## Défendons nos retraites !

- Tous ensemble, contre Chirac et Raffarin, défendons nos retraites par répartition, refusons les fonds de pension !
- Tous ensemble, public-privé, exigeons le retour aux 37,5 annuités pour tous !
- Tous ensemble, exigeons l'abrogation de toute la contre-réforme Balladur de 1993 !
- Tous ensemble, exigeons l'abrogation de la loi Jospin-Fabius de 2001 sur « l'épargne salariale » (fonds de pension) !

## **UNITÉ DES TRAVAILLEURS** **ET DES ORGANISATIONS !**

Le CRI des travailleurs est le journal mensuel du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire internationaliste).

Numéro ISSN : en cours.

Contacts : Tél. : 06 64 91 49 63. Adresse électronique : [groupecri@free.fr](mailto:groupecri@free.fr)

Site Internet : <http://groupecri.free.fr>

Comité de rédaction : Marius Barberousse, Laura Fonteyn, Paul Lanvin, Antoni Mivani, Nina Pradier, Frédéric Traille, Ludovic Wolfgang (responsable légal). Sauf indication contraire (tribunes libres), les articles rédigés et signés par un membre du comité de rédaction sont le produit d'une élaboration collective et expriment la position de l'ensemble du comité de rédaction.